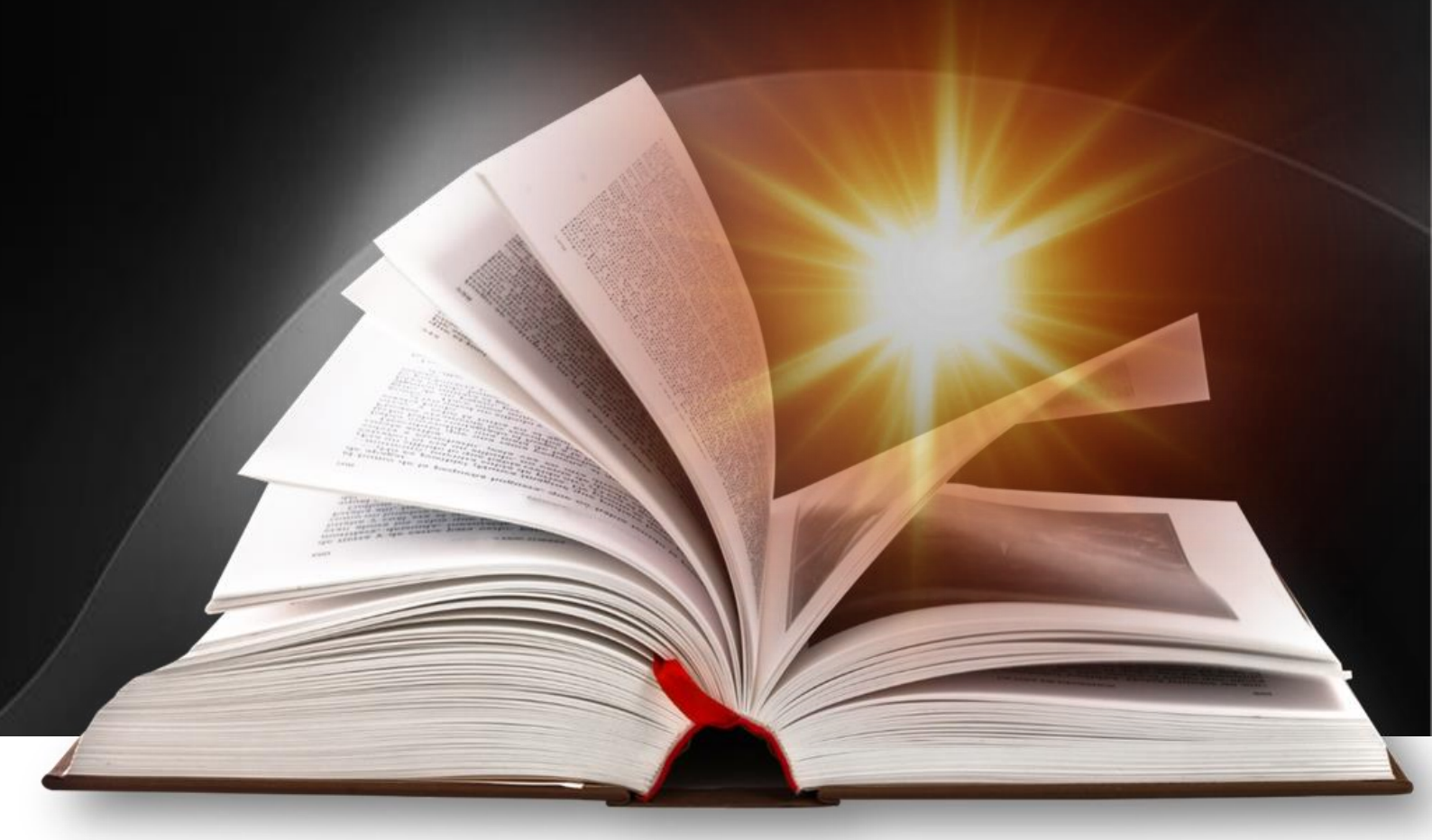
ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

RPJ

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -



Volume 4, n°1, Janvier- Avril 2025

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

African Scientific Universe

Afrindala Group

© Editions Lumumba

Politiques de développement de la République démocratique du Congo : enjeux, opportunités et thérapie pour un Congo émergent

[Development policies for the Democratic Republic of Congo: challenges, opportunities, and solutions for an emerging Congo]

Michel BUSHIRI MUGANGA SHWITE
Institut Supérieur de Développement Rural de Kindu/RD Congo
Email : bushirimichel@gmail.com

ISSN

: 2790-6248

: 2790-6256

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -

DOI : https://doi.org/10.58610/RPJ.2790.6248.6256.31

Editions Lumumba I Afriscience I Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

EDITIONS LUMUMBA

Un nouvel élan de l'édition africaine

Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)

ISSN : 2790-6248

e-ISSN : 2790-6256

© Editions Lumumba - APANAEFJ

Bibliothèque Nationale du Congo I Ordonnance loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 – Permis d'implantation n° BNC/DPHK/08/2022

Afrindala Group

La Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ) est une revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive. Elle se veut un lieu de diffusion de travaux de recherche originaux et substantiels sur diverses questions liées aux enjeux et défis des sociétés africaines, dans toutes les disciplines scientifiques. La RPJ est enregistrée par le Centre International de l'ISSN (International Standard Serial Number) sous les numéros ISSN : 2790-6256 et e-ISSN : 2790-6248.

Les Éditions Lumumba, sous la houlette du label panafricain Afrindala Group, branche scientifique « Afriscience », sont une maison d'édition établie en RD Congo conformément à l'Ordonnance-Loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 et opérant sous le permis d'établissement n° BNC/DPHK/08/2022. Enregistrées auprès de l'Agence Internationale de l'ISBN, par l'intermédiaire de l'Agence Francophone pour la Numérotation Internationale du Livre (AFNIL), les Éditions Lumumba sont répertoriées sous l'identifiant éditeur : 978-2-38489.

Le comité scientifique international, composé d'enseignants et de spécialistes d'Afrique et d'ailleurs, assure une diversité d'expertises et de perspectives. En tant que membre de Crossref, une organisation américaine participant à l'indexation globale du contenu scientifique, les Éditions Lumumba bénéficient d'un préfixe DOI (10.58610) pour attribuer un DOI unique à chaque œuvre éditée. Cela permet aux publications d'être accessibles à des milliers de membres de Crossref et à des centaines d'organisations, y compris des institutions scientifiques et universitaires du monde entier, augmentant considérablement la visibilité et l'impact international des travaux publiés.

Les Éditions Lumumba s'appuient sur un vaste réseau de distributeurs et de partenaires internationaux, incluant des universités, des ONG et de grandes plateformes telles que CAIRN.INFO (la plus grande bibliothèque numérique francophone), DILICOM, Afriscience, etc.

© Editions Lumumba

Revue Panafricaine de la Jeunesse

— RPJ —

– Pan African Youth Journal –

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Périodicité : avril, août et décembre

Prix du numéro : 45 USD

Abonnement annuel : 100 USD

Version numérique disponible sur : www.afriscience.org

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :

@editionslumumba | @afriscience

Tél. (+243) 90 43 370 19
Email : contact@editionslumumba.com
Site web : www.editionslumumba.com
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo

Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec une ferveur renouvelée et un sens aigu de notre responsabilité intellectuelle que nous vous convions à franchir les portes de cet espace unique, dédié à la célébration de l'intelligence et de la créativité africaines dans toute leur splendeur. La **Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)** se positionne ici comme un carrefour où se croisent réflexion académique et innovation pragmatique, dans une quête inlassable de réponses aux défis multiformes de notre époque.

Dans un monde en constante mutation, cette revue se veut une boussole, orientant les esprits curieux vers des territoires inexplorés de la pensée critique. Chaque article, chaque réflexion, chaque témoignage publié dans ces pages transcende les barrières géographiques et culturelles, tissant une toile intellectuelle où l'Afrique dialogue avec le reste du monde. Loin des visions simplistes et uniformisantes, cette revue offre une lecture plurielle et nuancée, où la diversité des perspectives est érigée en moteur de compréhension et de transformation.

Ce numéro particulier s'inscrit dans une dynamique audacieuse : celle de faire rayonner non seulement l'ingéniosité scientifique, mais également la richesse des expériences humaines qui en sont le socle. À travers des contributions d'une rigueur exemplaire, nos auteurs dévoilent des idées qui jaillissent des contextes de résilience et d'espoir, et qui trouvent leur force dans l'intersection de disciplines, de cultures et de visions. Ces pages témoignent d'une Afrique en mouvement, une Afrique créative et porteuse de solutions pour un avenir plus inclusif et durable.

Loin d'être un simple réceptacle de savoirs, cette revue est un espace vivant, animé par une communauté d'auteurs, de chercheurs et de penseurs qui s'engagent à poser des jalons pour le développement scientifique et social. Ensemble, ils bâtissent des ponts entre l'universel et le particulier, entre le local et le global, démontrant que l'innovation africaine est non seulement pertinente, mais essentielle à l'évolution des sociétés contemporaines.

Notre comité éditorial, appuyé par une équipe scientifique d'excellence, veille à garantir une qualité irréprochable à chaque publication. Ce travail collaboratif, empreint de rigueur et d'éthique, reflète notre ambition de faire de la RPJ un vecteur de transformation sociale et une tribune où les voix africaines s'expriment avec force et conviction. Chaque numéro est une invitation à repenser les paradigmes dominants, à déconstruire les stéréotypes, et à envisager de nouvelles façons de concevoir le rôle de l'Afrique dans le monde.

Alors que vous parcourez ces pages, nous espérons que vous serez saisi(e)s par l'ampleur des idées, la profondeur des analyses et la portée des visions qui y sont présentées. Plus qu'une lecture, cette revue est une expérience, une immersion dans un univers où la science et la pensée critique façonnent les contours d'un avenir prometteur.

Plongez dans cette aventure intellectuelle, où l'Afrique se réinvente et inspire le monde. Ensemble, poursuivons le rêve d'un continent qui, par sa richesse intellectuelle et sa créativité, se hisse au rang des acteurs incontournables de la réflexion mondiale.

Bonne lecture et bienvenue dans cet univers d'idées, d'innovations et de découvertes !

L'équipe éditoriale

Equipe de la revue

Comité de rédaction :

- Directeur de Publication : M. le Pr. Basile Mulwani Makelele, RD. Congo
- Rédacteur en chef : M. le Pr. Philippe Kasongo Maloba Tshikala, Belgique
- Rédacteur en chef Adjoint : M. Valery Ngoy Ndala, RD. Congo
- Secrétaire éditorial : William Agbaka, Bénin
- Coordinateur du processus d'adhésion : M. Josué Lwamba, RD Congo
- Gestionnaire administratif : Banon Zinsou Côme, Bénin
- Gestionnaire financière : Clarisse Mwelwa Bilepo, RD Congo
- Coordinateur des partenariats : Fidèle Bukasa Kabwe, RD Congo
- Traducteur en chef : Dr. Fo-Koku D. Woameno, Togo
- Responsable de la publication en ligne : M. Mayou Nkensa, Cameroun

Comité scientifique :

- Dr. Abdoulaye OUEDRAOGO, PhD en Gestion de Projets, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) au Burkina Faso, Burkina Faso
- Dr. Abi-Kaberou Gildas, PhD en Sciences de l'Education, Ecole Normale Supérieure (ENS/Porto-Novo) et à l'Institut de Psychologie de Travail et des Organisations (PTO), Bénin
- Dr. Adaba Koffi Amessou, PhD en Sociologie (Sociologie Politique), Université de Lomé, Togo
- Dr. Adrien Mazanga Nakunyi, PhD en Sciences de l'Education, Université Simon Kimbangu de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Akimou TCHAGNAOU, PhD en Sciences de l'Education et de la Formation, Université André Salifou de Zinder, Niger
- Dr. AMBOMBI EYOLO Azede Espoir, PhD en criminologie, PhD en pédagogie, en psychologie des organisations, Directeur de la chaire MBA, Afrikan campus, Formateur à l'école de police du Congo, Congo Brazza
- Dr. Amoussou Franck, PhD en Linguistique Anglaise Appliquée, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Dr. Andi Cudai Nur, PhD en Education, Makassar State University, Indonésie
- Dr. Ballo Drisa, PhD en Roman africain, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali
- Dr. Basile Mulwani Makelele, PhD en Psychologie, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Bernard Aristide BITOUGA, PhD en Anthropologie (Anthropologie sociale et culturelle), Université de Douala, Cameroun

- Dr. Bruno Duovany BEKOLO ENGOUDOU, PhD en ethnologie-anthropologie, Université de Douala, Cameroun
- Dr. Carine Nadège BOUMA, PhD en Droit privé, Université de Bamenda, Cameroun
- Dr. Dédé Terence, PhD en Lettres, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. Doba SORO, PhD en Anthropologie Sociologie, Université Polytechnique de Man, Côte d'Ivoire
- Dr. Dre NGONO OSSANGO PANGRACE, PhD en Psychologie, Spécialité : Psychologie du développement humain, Université de Yaoundé, Cameroun
- Dr. ESSOME LELE GIslain Arnaud, PhD en Langue et Linguistique espagnoles, option Sémiotique iconotextuelle, Asociación de Cervantistas ECLLA – Études du Contemporain en Littératures, Langues et Arts, UJM Saint-Étienne UFD LLSL – Littératures, Langues et Sciences du Langage, Univ. Maroua, Cameroun
- Dr. Fidélie NTSHIKALA MBUYA, PhD en Psychologie, Université de Kolwezi, RD Congo
- Dr. Fo-Koku D. Woameno, PhD en Littérature et civilisation américaine, Université de Lomé, Togo
- Dr. Gano Nouhou, PhD en Analyse du discours, Université cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
- Dr. Gninneyo Sylvestre-Pierre NIYA, PhD en Sciences de l'éducation, Spécialité : Politiques éducatives (Éducation inclusive), Ecole Normale Supérieure/Koudougou, Burkina Faso
- Dr. Ilunga Bumute Christian, PhD en Psychologie, Université de Likasi, RD Congo
- Dr. Jean Pierre Kayembe Kayembe, PhD en Chimie, Rhodes University, South Africa
- Dr. Jeef TSHITAMBA KABALA, PhD en Sciences Politiques et Administratives, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. José NGOY WA NGOY TWITE, PhD en Psychologie du travail, spécialité : psychopathologie du travail, Université de Kolwezi, RD Congo
- Dr. Kabiena Kuluila Pierre Valery Dieudonné, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Kabuya-Kabeya Sthilobo Hilaire, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Kaniki Wa Cilombo Joseph-Robert, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. KONGUE Toyindou, PhD en Géographie, Option Géographie humaine, rurale et économique, Université de Lomé, Togo
- Dr. KONÉ PATRICE M'BÉTIEN, PhD en Criminologie, Université Félix Houphouet Boigny, Côte- d'Ivoire

- Dr. KOUADIO BAYA BOUAKI, PhD en Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. KOUADIO Yao Adoman Francis, PhD en Sociologie politique, West Africa Social Science Laboratory, Côte- d'Ivoire
- Dr. Lago Blé Angelin, PhD en Histoire, Université Jean-Lorougnon Guede, Côte d'Ivoire
- Dr. Lokossou Bonaventure, PhD en audiovisuel et de l'information, de la communication, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Dr. Matthias Cinyabuguma, PhD en Economie, Banque mondiale, RD Congo
- Dr. MBANGI MBONZALE, PhD en sciences sociales, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. MBULA MUSASA M. Serge Caleb, PhD en Sciences (Géologie du Pétrole), Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa, RD Congo
- Dr. Metsena Ndjavoua, PhD en Histoire des Relations Internationales, Université de Maroua (Cameroun)/ Institut Universitaire de Développement International (IUDI), Cameroun
- Dr. Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBÉ, PhD en Sciences Économiques et de gestion, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, Mali
- Dr. Moussa Coulibaly, PhD en Sciences du langage et de la Communication, Université Assane Seck de Ziguinchor du Sénégal, Sénégal
- Dr. Moussa Dourfaye Abdoul-kadze, PhD en santé, Santé publique, épidémiologie, biostatistique, recherche en santé, Hôpital de référence de Maradi, Niger
- Dr. Nebie Boukary, PhD en Sciences du Langage, Université de Fada N'Gourma, Burkina Faso
- Dr. Ngala Ntumba Peter, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. NGOIE KAZIMINGI Patrick, PhD en Sciences de l'Education, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Ngoy Ndombe Alain, PhD en Droit, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Nkongolo Mulami Kapweka Alphonse, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Norbert Aimé MELINGUI AYISSI, PhD en Histoire, Université de Douala, Cameroun
- Dr. Ntita Ntita Jean Christ, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Nyebe Atangana Sandrine, PhD en Sciences de l'Education, Membre du Laboratoire BONHEURS, CY Cergy Paris Université, Cameroun
- Dr. Outéndé TOUNDOU, PhD en Physiologie végétale, Agrophysiologie, fertilisation des sols, Université de Lomé, Togo

- Dr. Philippe KASONGO MALOBA TSHIKALA, PhD en Psychologie, Université de Lubumbashi, Belgique
- Dr. Raymond-Bernard AHOUANDJINOU, PhD en socio-anthropologie, andragogue et juriste, Association Internationale des Sociologues de Langue Française et du Centre d'Etudes et de Recherche en Education et Interventions Sociales pour le Développement (CEREID), Bénin
- Dr. Richard Muimbi Kitumba, PhD en Droit, Université de Kabinda, RD Congo
- Dr. SAIDI Hicham, PhD en sciences économiques et gestion, Université Moulay Ismaïl, FSJES – Meknès, Maroc
- Dr. SIDIBÉ OUSMANE, PhD en Linguistique du Discours, Université de San Pedro, Côte d'Ivoire
- Dr. Tamia Jules-Amstrong, PhD en Psychologie, Spécialité : Psychologie du Travail et des Organisations, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. Xie Huifang, PhD en Sciences de l'Education, Université pédagogique d'Etat du Liaoning, Chine
- Prof. Dr. DIEU LOBA ARNAUD, Professeur titulaire CAMES, Université Félix Houphouet Boigny, Côte d'Ivoire.

Revue Panafricaine de la Jeunesse
Revue scientifique internationale
ISSN : 2790-6248 I e-ISSN : 2790-6256
Editions Lumumba
Un nouvel élan de l'édition africaine
Email : contact@editionslumumba.com
Afriscience
African Scientific Universe

Politiques de développement de la République démocratique du Congo : enjeux, opportunités et thérapie pour un Congo émergent

[Development policies for the Democratic Republic of Congo: challenges, opportunities, and solutions for an emerging Congo]

Michel BUSHIRI MUGANGA SHWITE[1]
Institut Supérieur de Développement Rural de Kindu/RD Congo
Email : bushirimichel@gmail.com

Résumé

Dans cet article, nous explorons les politiques de développement de la République Démocratique du Congo (RDC) depuis son indépendance en 1960, mettant en lumière ses immenses ressources naturelles et ses défis persistants. Malgré son potentiel, plus de 70 % de la population vit dans la pauvreté, résultat d'une gouvernance défaillante, de la corruption, de l'instabilité politique et des conflits, notamment dans l'Est. Nous analysons des initiatives comme la zaïrianisation, les politiques agricoles de Mobutu et le récent PDL-145T, qui, bien que prometteur, est freiné par des défis logistiques et la corruption. Pour un Congo émergent, nous proposons quatre piliers : un changement de mentalité via l'éducation civique, la création d'emplois décents, la reconstruction des routes pour désenclaver les territoires et le renforcement de la sécurité. Nous concluons qu'une gouvernance transparente, une planification participative et une mobilisation collective sont essentielles pour un développement durable et inclusif.

Mots-clés : RDC, développement, durabilité, politique, gouvernance.

Abstract

In this article, we explore the development policies of the Democratic Republic of Congo (DRC) since its 1960 independence, highlighting its vast natural resources and persistent challenges. Despite its potential, over 70% of the population lives in poverty due to weak governance, corruption, political instability, and conflicts, particularly in the East. We analyze initiatives like zaïrianisation, Mobutu's agricultural policies, and the recent PDL-145T, which, though promising, is hindered by logistical challenges and corruption. For an emerging Congo, we propose four pillars: changing mindsets through civic education, creating decent jobs, rebuilding roads to connect territories, and strengthening security. We conclude that transparent governance, participatory planning, and collective mobilization are vital for inclusive, sustainable development.

Keywords: DRC, development, sustainability, policy, governance

[1] Assistant de recherche et Technicien Supérieur en Développement Rural

0. Introduction

Depuis l'aube de son indépendance en 1960, la République Démocratique du Congo (RDC) s'est engagée dans une succession de politiques, plans et programmes de développement, animée par l'ambition de transformer ses immenses richesses naturelles en leviers de bien-être pour sa population (Ministère du Plan, RDC, 2024). Malgré cette abondance de ressources : forêts, minerais, terres arables et potentiels hydroélectriques, etc. le pays peine à traduire ce potentiel en progrès tangible pour la majorité de ses citoyens (Programme des Nations Unies pour le développement, s.d.). Ce paradoxe, où la RDC demeure l'un des pays les plus riches en ressources naturelles mais aussi l'un des plus pauvres en termes de revenus et d'indicateurs sociaux, interpelle et suscite de profondes interrogations sur l'efficacité des politiques de développement menées depuis plus de six décennies (Banque mondiale, 2023).

Au fil des législatures, la RDC a multiplié les initiatives : plans quinquennaux, stratégies sectorielles, programmes d'urgence, et plus récemment, le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) adopté en 2015, qui vise à bâtir une économie inclusive et résiliente (Ministère du Plan, RDC, 2024). Ces efforts traduisent une volonté manifeste d'aligner les interventions publiques et privées autour d'objectifs communs, notamment la réduction de la pauvreté, la diversification économique, la valorisation du capital humain et la gouvernance renforcée (Agence Française de Développement, 2023). Pourtant, la réalité quotidienne demeure marquée par la précarité : plus de 70 % de la population vit avec moins de 1,90 dollar par jour, le chômage reste endémique, et l'accès aux services essentiels (éducation, santé, eau potable) demeure limité, en particulier en zones rurales (Banque mondiale, 2023).

Plusieurs analyses universitaires et institutionnelles convergent sur les causes profondes de ces échecs. D'une part, la gouvernance défaillante, la corruption, le clientélisme, le tribalisme et le manque de vision à long terme ont fragilisé la mise en œuvre des politiques publiques (Mbongo Mbuli, 2025). D'autre part, la dépendance vis-à-vis des puissances extérieures et la faible capacité institutionnelle ont limité l'autonomie du pays dans la définition et l'exécution de ses priorités (Institut Makutano, 2020). À cela s'ajoutent des facteurs exogènes tels que l'instabilité politique, les conflits armés récurrents et la volatilité des marchés mondiaux des matières premières, qui ont tous contribué à l'érosion du tissu économique et social (Banque mondiale, 2023).

La dollarisation croissante de l'économie congolaise, symptomatique de la perte de confiance dans la monnaie nationale, illustre la fragilité macroéconomique du pays (Institut Makutano, 2020). Alors qu'en 1967, le franc congolais valait deux dollars américains, aujourd'hui, il faut près de 2 850 francs pour un seul dollar, témoignant de la dépréciation monétaire et de l'inflation galopante (Mbongo Mbuli, 2025). Cette situation aggrave la précarité sociale et accentue les inégalités, au point que la RDC figure parmi les États les moins avancés du continent africain, malgré un potentiel de croissance exceptionnel (Banque mondiale, 2023).

Face à ce constat, la communauté internationale et les acteurs nationaux s'accordent sur la nécessité d'une transformation structurelle de l'économie congolaise. Cela passe par la consolidation des institutions, la promotion de la bonne gouvernance, l'investissement dans le capital humain, la diversification économique et la valorisation

durable des ressources naturelles (Agence Française de Développement, 2023). Les nouveaux cadres stratégiques, tels que la stratégie 2022-2026 de l'AFD et le rapport national sur le climat et le développement de la Banque mondiale, insistent sur l'urgence d'intégrer les enjeux climatiques, la protection de l'environnement et l'inclusion sociale au cœur des politiques publiques (Banque mondiale, 2023).

De ce qui précède, il s'impose de revisiter les fondements des politiques de développement en RDC, d'en analyser les échecs récurrents et d'identifier des solutions innovantes et adaptées au contexte actuel. Une telle démarche, fondée sur une compréhension approfondie des réalités locales et des dynamiques globales, est indispensable pour espérer un véritable décollage économique et social du Congo, à la hauteur de ses aspirations et de son potentiel (Programme des Nations Unies pour le développement, s.d.).

1. Méthodologie

L'élaboration de cette étude s'appuie sur une démarche méthodologique rigoureuse, conçue pour garantir la fiabilité des résultats et la pertinence des analyses dans le contexte complexe de la République Démocratique du Congo (RDC). La méthodologie adoptée conjugue des approches qualitative et analytique, intégrant plusieurs techniques complémentaires, conformément aux standards des sciences sociales (Friedrich-Ebert-Stiftung, 2021).

1.1. Recherche documentaire

La première étape de la démarche a consisté en une exploration systématique de la littérature existante, incluant des documents académiques, scientifiques, administratifs et politiques. Cette revue documentaire a permis d'identifier les principaux discours, rapports et analyses relatifs aux politiques et programmes de développement mis en œuvre par les différents gouvernements congolais depuis l'indépendance. Ce travail de collecte et de sélection des sources s'est appuyé sur des bases de données institutionnelles, des archives gouvernementales et des publications internationales, conformément aux pratiques méthodologiques recommandées pour la recherche en sciences sociales (Friedrich-Ebert-Stiftung, 2021).

1.2. Observation analytique

L'observation analytique a constitué un outil central pour appréhender les dynamiques socio-économiques à l'œuvre au sein de la société congolaise. Cette technique, mobilisée de manière libre et itérative, a permis de confronter les données issues de la littérature aux réalités observées sur le terrain, en tenant compte des évolutions survenues à différentes périodes. L'observation a porté sur des aspects variés de la vie quotidienne, révélant les dysfonctionnements persistants et les écarts entre les objectifs des politiques publiques et leur impact réel sur la population (Friedrich-Ebert-Stiftung, 2021; UNESCO, 2025).

1.3. Techniques praxéo-interdiscursives et entretiens

Enfin, l'étude a eu recours à des techniques d'entretien semi-directif et de discussion praxéo-interdiscursive, favorisant l'interaction avec des acteurs issus de différentes catégories sociales, notamment au sein des communautés de base. Ces échanges ont permis de recueillir des perceptions, des expériences et des connaissances empiriques

sur les politiques de développement, enrichissant ainsi l'analyse par une dimension participative et contextuelle (UNESCO, 2025 ; Muganga Shwite Bushiri, 2012).

La combinaison de ces méthodes, collecte documentaire, observation analytique et entretiens participatifs, a permis de trianguler les données et d'assurer une compréhension approfondie des enjeux liés au développement en RDC. Cette approche méthodologique, à la fois normative, pragmatique et participative, s'inscrit dans la lignée des recommandations internationales pour la conduite de recherches en contexte africain, où la prise en compte des spécificités locales et la consultation des parties prenantes sont essentielles à la production de connaissances robustes et opérationnelles (Friedrich-Ebert-Stiftung, 2021).

2. La République démocratique du Congo dans sa fulguration de 2020 à 2025

La République démocratique du Congo (RDC), avec ses 2 345 410 km², constitue un héritage direct de la conférence de Berlin de 1885, qui a imposé une division arbitraire du continent africain en zones d'influence coloniales, créant des frontières souvent déconnectées des réalités ethniques et historiques locales (Nzongola-Ntalaja, 2002). Cette configuration géographique, qui fait de la RDC le deuxième plus vaste pays d'Afrique après l'Algérie, la place au cœur d'un carrefour géopolitique, partageant ses frontières avec neuf États voisins, ce qui en fait un espace de tensions régionales récurrentes et d'enjeux stratégiques majeurs (Wikipedia, 2025).

2.1. Évolution administrative et démographique

À l'indépendance en 1960, la RDC ne comptait que six provinces, héritées de la colonisation belge. Ce nombre a évolué pour atteindre aujourd'hui vingt-six provinces, illustrant à la fois une volonté de décentralisation et la complexité de la gestion d'un territoire aussi vaste et hétérogène (Tshiyembe, 2016). Avec une population estimée à plus de 100 millions d'habitants, la RDC se positionne comme le quatrième pays le plus peuplé d'Afrique, après le Nigeria, l'Éthiopie et l'Égypte, et fait face à des défis majeurs en matière d'urbanisation, d'accès aux services sociaux de base et de cohésion nationale (Banque mondiale, 2023).

2.2. Diversité culturelle et linguistique

La RDC est l'un des pays les plus riches au monde en diversité culturelle, avec plus de 450 groupes ethniques et autant de langues et dialectes. Quatre grandes familles linguistiques structurent le paysage culturel : les Swahili, les Bangala, les Bakongo et les Ba-Kasaï, chacune disposant d'une langue nationale reconnue (Wikipedia, 2025). Cette mosaïque culturelle, si elle constitue une richesse inestimable, représente aussi un défi pour la construction d'une identité nationale inclusive et pour la stabilité politique du pays.

2.3. Ressources naturelles et convoitises internationales

La RDC possède d'immenses ressources naturelles : minerais stratégiques (cuivre, cobalt, coltan, or, diamants), forêts équatoriales, potentiels hydroélectriques colossaux (notamment le barrage d'Inga), biodiversité exceptionnelle et vastes terres arables (Trésor Économie, 2025). Paradoxalement, cette abondance de ressources alimente

convoitises et prédations, tant internes qu'externes, et contribue à une instabilité chronique, particulièrement dans l'Est du pays, où la « malédiction des ressources » s'exprime avec force (Autesserre, 2010 ; Diploweb, 2025).

2.4. Crise sécuritaire et guerre de l'Est

Depuis plus de trois décennies, la RDC est le théâtre d'un conflit armé complexe, qualifié de « guerre de l'Est », qui a causé la mort de plusieurs millions de personnes et des déplacements massifs (Jean-Jaurès, 2025). Ce conflit, initialement alimenté par les conséquences du génocide rwandais de 1994 et l'afflux de réfugiés et de milices dans le Kivu, s'est transformé en une guerre de prédation des ressources, impliquant des groupes armés locaux, des forces étrangères (notamment rwandaises) et des puissances internationales agissant par procuration (Iris France, 2025 ; Diploweb, 2025).

La résurgence du groupe armé M23 depuis 2021, soutenu ouvertement par le Rwanda, a entraîné la prise de vastes territoires dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, dont les villes stratégiques de Goma et Bukavu (Iris France, 2025). Cette situation a provoqué une crise humanitaire majeure : en 2025, près de 6 millions de déplacés internes, des centaines de milliers de morts, des violences sexuelles massives et une insécurité alimentaire aiguë (Banque mondiale, 2023 ; Jean-Jaurès, 2025).

2.5. Géopolitique régionale et rôle du Rwanda

La rivalité entre la RDC et le Rwanda structure la dynamique du conflit. Malgré sa taille modeste (26 338 km² et environ 13 millions d'habitants), le Rwanda joue un rôle disproportionné dans la région. L'absence de gisements aurifères majeurs sur son territoire contraste avec son rôle dans le commerce mondial de l'or, alimenté par le trafic illicite de minerais en provenance de l'Est congolais, phénomène qualifié de « minerais du sang » en raison des violations massives des droits humains qui l'accompagnent (UN Group of Experts, 2023 ; Diploweb, 2025).

2.6. Conséquences humanitaires et sociales

La guerre de l'Est a généré une crise humanitaire sans précédent : en 2025, près de 6 millions de personnes étaient déplacées, principalement dans les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri et du Sud-Kivu (Banque mondiale, 2023 ; Jean-Jaurès, 2025). Les violences armées, les déplacements forcés, les exactions contre les civils, les violences sexuelles et les destructions d'infrastructures ont plongé la région dans une situation d'urgence chronique, aggravée par l'indifférence ou l'impuissance de la communauté internationale (La Vie, 2025).

Considéré son contexte particulier, la RDC se trouve à la croisée des chemins. Sa stabilité et son développement exigent une réforme profonde de la gouvernance et de l'État de droit pour lutter contre la corruption et renforcer la cohésion nationale ; une gestion transparente et équitable des ressources naturelles, condition essentielle pour transformer la malédiction des ressources en moteur de développement ; une solution politique et régionale au conflit de l'Est, impliquant un dialogue sincère avec les voisins et la communauté internationale ; ainsi qu'un investissement massif dans l'éducation, la santé, l'agriculture et les infrastructures pour répondre aux besoins d'une population jeune et croissante (Banque mondiale, 2023 ; Iris France, 2025).

Ce tableau de la République démocratique du Congo (RDC), géant africain aux potentialités immenses mais entravé par les séquelles de la colonisation, la fragmentation politique, la prédation de ses ressources et les ingérences extérieures, ne cesse d'alimenter les débats dans les sphères politique, religieuse, sociale et scientifique. Ainsi, son avenir dépendra de la capacité de ses élites et de ses partenaires à transformer ces défis en opportunités pour un développement inclusif et durable (Banque mondiale, 2023).

3. Esquisse de quelques politiques de développement de la RDC de son indépendance à nos jours

3.1. La Zaïrianisation : Une nationalisation controversée

Lancée dans les années 1970 sous le régime du président Mobutu Sese Seko, la zaïrianisation visait à nationaliser les entreprises étrangères pour les transférer à des citoyens congolais. Cette politique, présentée comme un acte de souveraineté économique, cherchait à réduire l'influence étrangère et à créer une classe entrepreneuriale nationale dans un pays alors appelé Zaïre (Young & Turner, 1985 ; Lukombo Nghenda, 1979, p.42).

En effet, la zaïrianisation a conduit à l'expropriation brutale des actifs étrangers, notamment dans les secteurs agricole, commercial et industriel. Ces actifs ont été attribués à des élites proches du régime, souvent sans expérience en gestion (Kabemba, 2012). L'absence de préparation et de suivi a entraîné une mauvaise gestion généralisée, marquée par le gaspillage et la corruption. En quelques années, la plupart des entreprises nationalisées ont fait faillite, précipitant une crise économique durable (Young & Turner, 1985). La fuite des capitaux étrangers a également réduit les investissements nécessaires à la modernisation de l'économie (World Bank, 1990).

La zaïrianisation illustre les écueils d'une nationalisation mal planifiée. L'attribution clientéliste des entreprises a favorisé l'enrichissement personnel au détriment du développement national (Kabemba, 2012). De plus, l'expulsion des investisseurs étrangers a affaibli les capacités productives du pays, renforçant paradoxalement sa dépendance économique. Cet échec souligne l'importance d'accompagner les politiques de nationalisation par des formations et des mécanismes de gouvernance robustes.

3.2. Agriculture, priorité des priorités : Un potentiel inexploité

Dans les années 1960 et 1970, Mobutu a promu l'agriculture comme le moteur du développement à travers le slogan « *Retroussons les manches !* ». Cette politique ambitionnait de restaurer l'autosuffisance alimentaire et de repositionner la RDC comme un exportateur agricole, à l'image de son rôle sous la colonisation (Tshibaka, 1998). L'objectif était de soutenir les agriculteurs par des intrants, des équipements mécanisés et des crédits.

Malgré son ambition, cette politique a souffert de graves lacunes. Les agriculteurs n'ont reçu ni l'encadrement technique ni les ressources nécessaires, tandis que les infrastructures rurales (routes, entrepôts) restaient délabrées (Tshibaka, 1998). En conséquence, la production agricole a stagné, et la RDC, jadis exportatrice, est

devenue un importateur net de denrées alimentaires, absorbant une part importante des devises générées par les exportations minières (Bitangilai Mpoyi Mutombo,1991 ; World Bank, 1990). Les discours mobilisateurs, comme celui de Mobutu en 1977 sur « l'indépendance du ventre », n'ont pas compensé l'absence de mise en œuvre concrète. En effet, procédant par une évaluation personnelle, au cours de son discours du 01 juillet 1977 pour montrer sa déception face aux résultats non satisfaisants des différentes politiques agricoles qu'il mettait en place, le président Mobutu s'exclamait en ces termes : « …*nous avons depuis le 24 novembre 1965 parlé de retroussons les manches, de retour à la terre, d'indépendance du ventre »* (Mobutu Sese Seko, 1977).

L'échec de cette politique s'explique par une approche centralisée et un manque d'investissements structurels. La négligence des infrastructures rurales et de la recherche agronomique a limité les gains de productivité (Tshibaka, 1998). Par ailleurs, la dépendance aux revenus miniers a détourné l'attention des autorités de l'agriculture, perçue comme moins rentable à court terme. Cet exemple contraste avec des succès comme celui du Rwanda, où des politiques agricoles ciblées, soutenues par des investissements publics, ont transformé le secteur après 1994 (Ansoms & Rostagno, 2012).

3.3. Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP)

Publié en 2002, le DSRP visait à sortir la RDC de la crise économique et sociale exacerbée par des décennies de conflits et de mauvaise gouvernance. Élaboré dans le cadre des initiatives de réduction de la pauvreté soutenues par la Banque mondiale et le FMI, le DSRP proposait des réformes pour améliorer la gouvernance, relancer l'économie et réduire la pauvreté, dans un pays où environ 70 % de la population vivait avec moins d'un dollar par jour (World Bank, 2003).

Le DSRP prévoyait des investissements dans les secteurs clés comme la santé, l'éducation et les infrastructures, ainsi qu'une amélioration de la gestion des ressources publiques. Cependant, sa mise en œuvre a été entravée par une faible capacité institutionnelle, des conflits persistants dans l'est du pays et une corruption endémique (Trefon, 2011). Les résultats ont été limités : bien que certaines réformes macroéconomiques aient stabilisé l'inflation, les impacts sur la réduction de la pauvreté sont restés marginaux, avec peu d'améliorations tangibles pour la population (International Crisis Group, 2006).

En effet, le DSRP montre les limites des approches exogènes imposées par les institutions internationales. Son caractère technocratique et son manque d'appropriation locale ont réduit son efficacité (Kabemba, 2012). De plus, l'accent mis sur les réformes macroéconomiques a négligé les besoins immédiats des populations rurales, qui représentent la majorité des Congolais. Cet échec souligne l'importance d'aligner les stratégies de développement sur les réalités locales et de renforcer la gouvernance pour garantir leur mise en œuvre.

3.4. Les 5 Chantiers et la Révolution de la Modernité

Initiées sous la présidence de Joseph Kabila (2001-2019), les politiques des 5 Chantiers (lancées en 2007) et de la Révolution de la Modernité (annoncée en 2011) visaient à moderniser la RDC en améliorant l'accès à l'éducation, la santé, l'emploi, l'eau et l'électricité, ainsi que les infrastructures (Trefon, 2016). Ces initiatives ambitionnaient

de relancer l'économie et de répondre aux attentes d'une population confrontée à une pauvreté chronique.

Les 5 Chantiers se concentraient sur cinq secteurs prioritaires : infrastructures, santé et éducation, eau et électricité, logement, et emploi. Des projets phares, comme la construction d'écoles et de routes, ont été lancés, souvent avec des financements chinois (Kabemba, 2012). La Révolution de la Modernité, quant à elle, promettait une transformation structurelle à travers des projets d'envergure, tels que le parc agro-industriel de Bukanga Lonzo. Cependant, ces initiatives ont souffert d'une planification inadéquate, d'une corruption généralisée et d'un manque de transparence. Par exemple, le projet Bukanga Lonzo, coûtant 83 millions de dollars, a été abandonné après des détournements de fonds (Trefon, 2016). Sur le terrain, les améliorations promises (écoles modernes, accès à l'eau) sont restées sporadiques, et les discours grandiloquents ont masqué des résultats modestes.

Ces politiques ont été critiquées pour leur caractère populiste et leur instrumentalisation politique. La priorisation de projets prestigieux, souvent au bénéfice des élites, a renforcé le clientélisme et le trafic d'influence (Trefon, 2011). De plus, l'absence de mécanismes de suivi et d'évaluation a limité l'impact sur les populations. Comparée à des initiatives comme le Plan Maroc Vert, qui a soutenu les petits agriculteurs tout en modernisant l'agriculture (Akesbi, 2012), la RDC n'a pas su mobiliser ses ressources pour un développement inclusif. Ces échecs soulignent la nécessité d'une gouvernance transparente et d'une planification axée sur les besoins réels.

3.5. Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T)

Lancé en 2021 par le président Félix Tshisekedi, le PDL-145T vise à promouvoir un développement local en améliorant les conditions de vie dans les 145 territoires ruraux de la RDC. Doté d'un budget de 1,6 milliard de dollars, ce programme ambitionne de réduire les inégalités sociales, de sortir 25 millions de Congolais de la pauvreté et d'améliorer l'accès aux infrastructures et services de base (éducation, santé, eau, électricité) (African Development Bank, 2022). En mettant l'accent sur le développement à la base, il cherche à redynamiser les économies locales.

Le PDL-145T a enregistré des avancées notables, notamment la gratuité de l'enseignement primaire, l'accès gratuit aux soins maternels dans certaines zones, et la construction de bornes-fontaines pour l'eau potable (United Nations Development Programme, 2023). Par exemple, des projets d'adduction d'eau ont amélioré l'accès à l'eau potable dans des villages périurbains. Cependant, après six ans, les résultats restent en deçà des attentes. La persistance de la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les défis logistiques dans les zones rurales limitent l'impact du programme (International Crisis Group, 2023). De plus, des allégations de corruption et de favoritisme dans le recrutement et la gestion des fonds ont entaché sa crédibilité.

Le PDL-145T se distingue par son approche décentralisée, qui reconnaît l'importance du développement rural. Cependant, son exécution est freinée par des défis structurels, notamment la corruption et le manque de méritocratie dans la gestion des ressources humaines (Trefon, 2016). L'accent mis sur des résultats visibles (écoles, fontaines) ne s'accompagne pas toujours d'une stratégie à long terme pour l'autonomisation économique. Le Rwanda, avec ses politiques agricoles participatives

post-1994, offre un contre-exemple où la coordination et la responsabilisation ont maximisé les impacts (Ansoms & Rostagno, 2012). Pour réussir, le PDL-145T doit renforcer la transparence et impliquer davantage les communautés locales.

4. Réflexion sur des pistes de solution pour un développement endogène durable de la RDC à partir de ses communautés locales

L'analyse des politiques de développement de la RDC depuis son indépendance en 1960 révèle un contraste saisissant entre le potentiel exceptionnel du pays, richesses naturelles, diversité culturelle, capital humain, etc. et les défis persistants qui freinent son émergence. Malgré des avancées ponctuelles, les faiblesses structurelles des politiques passées, notamment la corruption, l'instabilité politique, la dépendance aux ressources extractives et l'absence de vision à long terme, ont entravé un développement inclusif et durable. À l'inverse, des pays voisins comme la Tanzanie, la Zambie ou le Kenya, bien qu'initialement confrontés à des contraintes similaires, ont su tirer parti de réformes pragmatiques, d'une gouvernance améliorée et d'une diversification économique pour atteindre des niveaux de développement significatifs.

Rien n'est impossible pour la RDC, comme l'a démontré le président Laurent-Désiré Kabila, qui, en moins de deux ans, a su mobiliser les énergies nationales et insuffler un sentiment d'espoir et de cohésion. Son succès, bien que limité par son assassinat en 2001, repose sur des ingrédients universels : le courage, le pragmatisme, le patriotisme et une vision centrée sur le bien-être des citoyens. Inspirés par cet exemple, nous proposons une réflexion approfondie sur les leviers prioritaires pour un développement endogène et durable de la RDC, ancré dans les communautés de base. Quatre piliers fondamentaux émergent comme prioritaires : le changement de mentalité, l'emploi, les infrastructures (routes) et la sécurité. Ces piliers sont analysés ci-dessous, enrichis de propositions concrètes et de perspectives scientifiques.

4.1. Changement de mentalité

La mentalité constitue un état d'esprit, une manière de percevoir, d'interpréter et de se représenter le monde. Elle est à la fois individuelle et collective, façonnée par l'éducation, la culture, l'histoire, l'instruction et les expériences sociales. Elle agit comme un filtre cognitif qui oriente les comportements, influence les jugements, et façonne les valeurs d'un peuple. Autrement dit, elle est le reflet profond de l'âme d'une société, la mémoire vive de ses habitudes, croyances et représentations dominantes.

En République Démocratique du Congo, force est de constater que la mentalité dominante est aujourd'hui largement marquée par des tendances rétrogrades et une dégradation avancée des mœurs. Ce déclin éthique et comportemental se manifeste à tous les niveaux de la vie nationale : corruption systémique, incivisme généralisé, négligence des biens publics, insalubrité urbaine chronique, même dans les artères les plus visibles de la capitale Kinshasa, pourtant vitrine du pays. Cette situation reflète un profond malaise structurel : le dysfonctionnement des institutions, la démission de l'État, mais aussi et surtout une crise aiguë des mentalités.

Malgré les discours récurrents sur le « changement de mentalité », ce projet, bien que crucial, reste enlisée dans l'abstraction politique. Conçu comme un programme

gouvernemental, il est trop souvent réduit à une politique sectorielle portée exclusivement par un ministère, sans coordination interinstitutionnelle, ni mobilisation effective des forces sociales. Ce cloisonnement institutionnel traduit une méconnaissance de l'importance transversale de la question mentale dans le processus de développement. C'est une erreur stratégique grave.

Le professeur Ilunga Ntambo Biamungu, dans ses travaux universitaires, rappelle avec pertinence que le changement de mentalité est le socle fondamental de tout développement. Selon lui, une société ne peut aspirer au progrès si elle demeure enfermée dans des comportements archaïques, des schémas de pensée dépassés et une vision négative d'elle-même et de l'avenir (Ilunga Ntambo, 2016). À sa suite, Achille Katika Mandala énumère dans une approche plus empirique les manifestations concrètes de ces mentalités destructrices : la corruption, l'attentisme, la dépendance assistée, le mépris des biens publics, la banalisation de la pauvreté, la paresse érigée en valeur, les croyances obscurantistes, la fuite des responsabilités, la victimisation permanente, et la culture du bouc émissaire (Katika, 2022). Ces pathologies mentales sont autant d'entraves à l'émergence de la RDC.

Aucun changement structurel ou transformation sociale durable n'est envisageable sans une réforme profonde des mentalités. Cela requiert une éducation civique rigoureuse et une mobilisation collective orientée vers la conscience nationale. Les pays qui ont réussi leur transition vers le développement, en Asie ou en Europe, ont d'abord opéré une mutation radicale dans leurs représentations mentales : respect du bien commun, discipline collective, sens du devoir, culture du mérite, rejet de la facilité et valorisation du travail bien fait.

Dans le cas de la RDC, cela suppose une refondation des paradigmes éducatifs. Le changement de mentalité ne peut et ne doit plus être perçu comme une affaire de spécialistes ou de ministères isolés. Il s'agit d'un enjeu transversal qui interpelle tous les niveaux de gouvernance : de la Présidence de la République jusqu'aux chefs de quartier, en passant par les écoles, les médias, les familles, les églises, les ONG, les entreprises et les institutions locales. Tous doivent être impliqués dans une stratégie nationale, avec des objectifs clairs, des actions mesurables, des outils pédagogiques adaptés, et surtout un système de suivi-évaluation rigoureux.

L'évolution des mentalités est également un acte de patriotisme. Il faut enseigner aux citoyens, dès le plus jeune âge, que le développement commence chez soi, dans son quartier, dans sa rue. L'exemple de certaines nations africaines mieux organisées le prouve : la propreté urbaine, le respect des lois, le civisme au quotidien ne sont pas des miracles, mais le fruit d'une volonté collective portée par des valeurs partagées.

Le renouveau congolais ne peut donc advenir sans une révolution des mentalités. Celle-ci doit s'appuyer sur une éducation citoyenne fondée sur les valeurs républicaines, l'éthique du travail, le respect de l'État de droit et la promotion du bien commun. Cela nécessite un système éducatif repensé, orienté non seulement vers l'instruction académique, mais aussi vers la formation de l'homme intégral : mental, moral, intellectuel, physique et civique.

Étant donné l'ancrage profond des mauvaises mentalités dans l'inconscient collectif congolais, leur éradication exigera plus que des slogans : il faut une reconversion des valeurs, un véritable choc éducatif, soutenu par des mesures incitatives et parfois

coercitives. L'État doit pouvoir fixer des normes de comportement, les valoriser et, le cas échéant, les imposer. Car le développement est un choix collectif, mais aussi une discipline imposée.

Changer les mentalités, c'est créer un nouveau citoyen congolais : lucide, responsable, exigeant, respectueux de lui-même, de l'autre et de la Nation. C'est là que commence la véritable souveraineté et la dignité d'un peuple.

4.2. Emploi

L'emploi, entendu ici comme un travail rémunéré, constitue bien plus qu'un simple moyen de subsistance : il est un facteur fondamental de dignité, d'inclusion sociale et de stabilité individuelle et familiale. Il donne à l'être humain non seulement un statut dans la société, mais également un sentiment d'utilité, de fierté, et de responsabilité citoyenne. En ce sens, l'emploi devient un pilier du contrat social et un indicateur clé du développement humain durable.

Malheureusement, en République Démocratique du Congo, le concept d'emploi s'est transformé en un véritable casse-tête national. Le chômage y est endémique, structurel, transversal à toutes les catégories sociales. Des diplômés d'université aux personnes analphabètes, nul n'est épargné par ce fléau qui compromet gravement l'espoir de l'épanouissement personnel et collectif. Les jeunes, notamment, après des années d'études souvent coûteuses et laborieuses, se retrouvent dans une impasse, jetés dans les limbes du chômage, faute de débouchés professionnels et de politiques publiques adaptées.

Les enquêtes 1-2-3 réalisées en RDC en 2005, puis en 2012-2013, ont mis en lumière la réalité accablante d'un marché du travail caractérisé par la précarité et l'informalité. Plus de 98 % des travailleurs congolais exercent dans des conditions d'emploi qualifiées de très faible qualité, c'est-à-dire sans protection sociale, sans contrat formel, sans sécurité ni perspectives d'évolution (Kamala Kaghoma & Mumbere Lutula, 2021). Ces chiffres traduisent un échec patent de la gouvernance de l'emploi dans un pays aux ressources pourtant considérables.

Dès lors, il devient légitime de se demander si la RDC dispose véritablement d'une politique nationale cohérente de l'emploi. Et si une telle politique existe, quels en sont les résultats concrets sur la vie des citoyens ? Quelles sont les stratégies d'accompagnement, de financement, de régulation et de suivi mises en œuvre pour inverser la courbe du chômage ? Ces interrogations restent souvent sans réponse claire, ce qui entretient un climat de désillusion et de frustration collective.

Faute de perspectives économiques crédibles, bon nombre de Congolais se tournent vers la débrouillardise, le commerce informel, ou sombrent dans des activités illicites. Cette situation favorise l'émergence de phénomènes inquiétants comme les Kuluna dans les grandes villes (Kinshasa, Lubumbashi, Goma…), les bandes armées, les braquages, les réseaux occultes ou les loges dites "scientifiques". Cette criminalisation sociale des jeunes est le symptôme d'un échec collectif à créer une société d'opportunités.

Il est donc impératif de considérer l'emploi comme un levier stratégique du développement durable de la RDC. Créer des emplois ne doit pas être perçu comme une faveur ou une promesse électorale, mais comme un devoir régalien fondé sur une

vision claire de développement endogène. L'État doit impulser une véritable dynamique de transformation structurelle de l'économie, en soutenant les secteurs porteurs tels que l'agriculture, l'industrie locale, le numérique, les énergies renouvelables, et l'économie verte.

Par ailleurs, une mauvaise habitude s'est dangereusement installée chez certains politiciens : celle de transformer les citoyens en mendiants permanents, dépendants d'aumônes, de petits billets ou d'objets de pacotille en période électorale. En procédant ainsi, ils entretiennent une logique de dépendance infantilisante au lieu de promouvoir l'autonomisation économique. Il est temps d'inverser ce paradigme : ne plus donner du poisson, mais apprendre à pêcher, comme le rappelle si justement l'adage.

Créer des emplois stables, décents et encadrés, c'est prévenir la délinquance, apaiser les tensions sociales, réduire la pauvreté et encourager le civisme. Un individu qui travaille est un citoyen qui contribue, qui se projette, qui planifie, qui élève sa famille dans la dignité. Une politique publique sérieuse de l'emploi permet non seulement de renforcer le tissu socioéconomique, mais aussi de bâtir un sentiment d'appartenance nationale fondé sur l'effort et la justice sociale.

La RDC ne pourra atteindre ses objectifs de développement qu'à condition de placer l'emploi productif et digne au cœur de sa stratégie nationale. Il faut pour cela une volonté politique forte, une réforme du système éducatif alignée sur les besoins du marché, des investissements publics et privés soutenus, et surtout une gouvernance axée sur la transparence et la responsabilité. C'est à ce prix qu'un avenir meilleur, plus juste et plus prospère, pourra être envisagé pour toutes les Congolaises et tous les Congolais.

4.3. Les routes

Les routes sont des voies terrestres aménagées et carrossables, essentielles pour le déplacement des personnes et le transport des biens. Elles constituent le lien vital entre les villes et les campagnes, facilitant les échanges économiques, sociaux et culturels. En ce sens, elles représentent un pilier fondamental, voire incontournable, dans tout processus de développement durable.

Cependant, en République Démocratique du Congo, l'état du réseau routier est catastrophique. Dans de nombreuses régions, il est quasiment impossible de se déplacer d'un village à un autre, d'une province à une autre, que ce soit en véhicule, à moto, à vélo, voire même à pied. Ce délabrement général entrave profondément la mobilité, l'intégration nationale et l'essor économique.

Le pays figure parmi les États à très faible taux d'accès aux infrastructures de base. Selon les données relayées par Bruno Nkasa lors d'une intervention au Centre de Recherche en Finances Publiques et Développement Local (CREFPDL), seulement 3 % des 153 000 kilomètres de routes en RDC étaient jugés en bon état, contre une moyenne de 25 % en Afrique subsaharienne (Nkasa, 2022). Ce chiffre révèle un retard infrastructurel critique.

Conséquence directe : les produits agricoles pourrissent dans les villages faute de voies d'écoulement vers les centres de consommation urbains. Les agriculteurs, découragés, abandonnent parfois leurs activités faute de débouchés viables. Inversement, les zones rurales manquent cruellement de produits manufacturés de première nécessité, tels

que le savon, le sel ou les allumettes. Il faut souvent parcourir des dizaines, voire des centaines de kilomètres, à pied, à vélo ou à moto, pour se ravitailler, au péril de sa sécurité, notamment face aux coupeurs de routes.

Le réseau routier congolais, dans sa quasi-totalité, est défectueux : des routes d'intérêt national aux routes de dessertes agricoles, en passant par celles d'intérêt provincial, rares sont celles encore praticables, à l'exception de quelques tronçons autour des grands centres urbains. Ce réseau est à reconstruire entièrement, tant sa dégradation est avancée.

Il est donc impératif de rebâtir et de moderniser ce réseau routier tout en instaurant une politique rigoureuse d'entretien régulier. La route n'est pas un luxe : elle est la condition sine qua non pour stimuler les échanges, faire reculer la pauvreté, désenclaver les territoires, renforcer l'unité nationale et créer les conditions du développement durable.

Sans un réseau routier performant, la RDC risque de rester enfermée dans un isolement structurel, freinant l'exploitation de ses ressources, la circulation des idées et la cohésion sociale. Inverser cette tendance doit être une priorité absolue.

4.4. La sécurité

La sécurité, entendue comme la protection physique des personnes, des biens et de l'intégrité du territoire national, constitue un enjeu majeur en République Démocratique du Congo (RDC). Au cours des dernières décennies, la situation sécuritaire s'est considérablement dégradée, devenant un problème national critique. Ce texte analyse les principales menaces à la sécurité en RDC, en s'appuyant sur des sources fiables et récentes, et propose une présentation structurée des défis observés.

En effet, la RDC est confrontée à une insécurité généralisée, affectant tant les centres urbains que les zones rurales. Parmi les phénomènes les plus préoccupants, on note :

- Criminalité urbaine : Les grandes villes, telles que Kinshasa et Lubumbashi, enregistrent une recrudescence de la criminalité, notamment des vols à main armée et des actes perpétrés par des gangs, communément appelés "Kuluna".
- Insécurité rurale : À l'intérieur du pays, des coupeurs de route et des groupes armés opèrent, rendant les déplacements dangereux et perturbant la quiétude des populations.
- Conflits armés : La présence de groupes armés, tant congolais qu'étrangers, ainsi que des affrontements intercommunautaires, exacerbent l'instabilité, particulièrement dans l'est du pays.

Cette situation compromet la capacité des citoyens à vivre et à se déplacer en sécurité, affectant gravement le développement socio-économique du pays.

L'Ambassade de Belgique, dans son avis aux voyageurs publié le 15 avril 2025, dresse un tableau alarmant de la situation sécuritaire en RDC. Selon ce document intitulé Voyager en RDC : Conseils aux voyageurs, la sécurité s'est globalement dégradée, marquée par :

Une instabilité et une imprévisibilité accrues, dues à des risques de violences liées à des manifestations.

De même, Volker Türk (2024), Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a souligné lors de la 55e session du Conseil des droits de l'homme, le 2 avril 2024, que l'Est de la RDC est marqué par une violence persistante depuis des décennies. Cette région est caractérisée par : - la présence de groupes armés congolais et étrangers, - le déploiement d'armées étrangères, - une criminalité urbaine exacerbée par la détérioration des conditions socio-économiques, particulièrement dans les centres urbains comme Kinshasa et Lubumbashi.

Notons que l'insécurité en RDC est alimentée par plusieurs facteurs structurels et conjoncturels :

- Facteurs socio-économiques : La pauvreté, le chômage et l'absence d'opportunités économiques poussent certains individus vers la criminalité ou l'adhésion à des groupes armés.
- Faiblesse de l'État : L'incapacité des institutions étatiques à assurer un contrôle effectif du territoire et à fournir des services de sécurité de base aggrave la situation.
- Conflits ethniques et intercommunautaires : Les tensions entre communautés, souvent exacerbées par des enjeux fonciers ou politiques, contribuent à la violence.
- Prolifération des armes : La disponibilité des armes légères facilite les actes de violence.

De ce qui précède, nous notons que l'insécurité persistante en République Démocratique du Congo (RDC) engendre des répercussions multiformes et profondes, compromettant à la fois la stabilité nationale, le développement durable et la cohésion sociale. Ses effets les plus notables incluent la désorganisation des activités économiques et sociales, le déplacement forcé de populations civiles, souvent dans des conditions précaires, ainsi que l'aggravation d'une crise humanitaire déjà alarmante. Par ailleurs, cette insécurité contribue à l'érosion de la confiance des citoyens envers les institutions publiques, perçues comme inefficaces ou impuissantes face à la violence armée et à l'impunité croissante.

Face à cette situation complexe, il apparaît impératif d'adopter une approche globale, multidimensionnelle et coordonnée. Celle-ci devrait reposer sur plusieurs axes prioritaires : (1) le renforcement des capacités opérationnelles, logistiques et éthiques des forces de défense et de sécurité ; (2) la mise en œuvre de politiques publiques de développement inclusif, susceptibles de réduire la pauvreté structurelle et les frustrations socio-économiques ; (3) la prévention et la résolution pacifique des conflits intercommunautaires, notamment à travers des mécanismes de dialogue, de justice transitionnelle et de réconciliation ; et enfin (4) une coopération régionale et internationale accrue, afin de démanteler les réseaux transnationaux de groupes armés et de lutter contre les trafics illicites qui alimentent la violence. Ceci dit, seule une synergie d'actions à ces différents niveaux permettra d'instaurer une paix durable et de restaurer la légitimité de l'État congolais, condition sine qua non à la reconstruction nationale et à la sécurisation de l'ensemble du territoire.

5. Conclusion

Au terme de cette analyse approfondie, nous réaffirmons avec force que le développement de la République Démocratique du Congo (RDC), géant africain aux potentialités exceptionnelles, exige une refonte structurelle audacieuse et sans compromis de ses politiques publiques. Nos investigations mettent en lumière un paradoxe criant : malgré l'abondance de ressources naturelles – minerais stratégiques, forêts équatoriales, terres arables et potentiel hydroélectrique – et la succession d'initiatives de développement depuis l'indépendance en 1960, les progrès tangibles pour la majorité des Congolais restent dramatiquement limités. Ces échecs récurrents s'enracinent dans des défaillances institutionnelles systémiques, marquées par la corruption endémique, le clientélisme et une gouvernance fragilisée, aggravées par une instabilité macroéconomique chronique et une dépendance excessive aux dynamiques extractives. À cela s'ajoute un ancrage insuffisant des réformes dans les réalités locales, qui prive les politiques publiques de légitimité et d'efficacité.

Face à ce constat, nous plaidons pour une transformation radicale, articulée autour de trois impératifs majeurs : le renforcement de la gouvernance par la transparence, la méritocratie et la lutte implacable contre l'impunité ; la consolidation des capacités institutionnelles à travers des investissements massifs dans la formation, la modernisation des administrations et la décentralisation effective ; et la promotion d'une planification stratégique participative, inclusive et durable, qui place les communautés locales au cœur des processus décisionnels. Cette approche doit intégrer de manière transversale les enjeux climatiques, sociaux et économiques, en valorisant des solutions innovantes, adaptées au contexte congolais et portées par une vision à long terme. La protection de l'environnement, la réduction des inégalités et la diversification économique doivent ainsi devenir des priorités incontournables pour rompre avec la malédiction des ressources et bâtir une économie résiliente.

Par cette contribution, nous ambitionnons d'enrichir le débat scientifique et politique sur les trajectoires possibles d'un Congo émergent, en soulignant que le salut de la RDC réside dans une synergie cohérente et dynamique entre une volonté politique inébranlable, la mobilisation du savoir local et un accompagnement international respectueux de la souveraineté nationale. Seule cette convergence permettra de briser les cycles d'échec qui ont trop longtemps entravé le développement du pays, pour enfin ancrer la RDC dans une dynamique de transformation inclusive, équitable et pérenne. L'avenir du Congo, riche de sa jeunesse, de sa diversité culturelle et de ses ressources, dépend de notre capacité collective à faire de ces défis des opportunités, en forgeant un modèle de développement endogène qui redonne espoir et dignité à chaque Congolais.

6. Bibliographie

African Development Bank. (2022). *Democratic Republic of Congo: Country strategy paper 2022–2026*. African Development Bank.

Agence Française de Développement. (2023). *Stratégie République démocratique du Congo 2022–2026*. https://www.afd.fr/fr/ressources/strategie-republique-democratique-du-congo-2022-2026

Banque mondiale. (2023a). *République démocratique du Congo – Vue d'ensemble*. https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview

Akesbi, N. (2012). Une nouvelle stratégie pour l'agriculture marocaine : Le Plan Maroc Vert. *New Medit, 11*(2), 12–23.

Ansoms, A., & Rostagno, D. (2012). Rwanda's Vision 2020 halfway through: What the eye does not see. *Review of African Political Economy, 39*(133), 427–450. https://doi.org/10.1080/03056244.2012.710836

Autesserre, S. (2010). *The trouble with the Congo: Local violence and the failure of international peacebuilding*. Cambridge University Press.

Banque mondiale. (2023b, 16 novembre). *La République Démocratique du Congo doit renforcer ses institutions pour devenir « pays solution » au changement climatique*. https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2023/11/15/changement-climatique-afe-1123-la-r-publique-d-mocratique-du-congo-doit-renforcer-ses-institutions-

BITANGILAI Mpoyi Mutombo. (1991). La politique agricole au Zaïre et ses paradoxes de 1970 à 1980. *Revue trimestrielle d'études et de documentation de l'Institut Italien pour l'Afrique et l'Orient, 46*(3), 2–?.

Diploweb. (2025, 30 avril). Afrique : Minerais de sang et néocolonialisme en République Démocratique du Congo. https://www.diploweb.com/Afrique-Minerais-de-sang-et-neocolonialisme-en-Republique-Democratique-du-Congo-RDC.html

Friedrich-Ebert-Stiftung. (2021). *Méthodologie de la recherche scientifique*. Institut Makutano. (2020). *Poursuite de l'indépendance économique de la RDC* (Document de travail n°01-2020). https://makutano.cd/wp-content/uploads/2021/02/Document-de-travail-n%C2%B001-2020-Poursuite-independance-economique-de-la-RDC.pdf

Ilunga Ntambo Biamungu. (2025). *Changement de mentalité* [Mémoire de licence, Université de Lubumbashi], p. 12.

International Crisis Group. (2006). *Congo: Bringing peace to North Kivu* (Africa Report N°133). International Crisis Group. (2023). *Reforming the DRC's governance to reduce poverty and insecurity* (Africa Briefing N°189). Ministère de l'Aménagement du Territoire, RDC. (2018). *Politique nationale d'aménagement du territoire*.

Iris France. (2025, 13 mars). République démocratique du Congo : escalade militaire, rivalités régionales et impasse diplomatique. https://www.iris-france.org/republique-democratique-du-congo-escalade-militaire-rivalites-regionales-et-impasse-diplomatique/

Jean Marie Kasamba. (2015, 18 décembre). *Bilan de l'exécution de 5 chantiers et de la Révolution de la Modernité* [Émission radio]. Radio Okapi.

Jean-Jaurès. (2025, mars). *Les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo*. https://www.jean-jaures.org/wp-content/uploads/2025/03/Etude_RDC.pdf

Kabemba, C. (2012). *The political economy of economic mismanagement in the Democratic Republic of Congo* (Occasional Paper No. 123). South African Institute of International Affairs.

Kamala Kaghoma, C., Mumbere Lutula, & consorts. (2021, mai). *Qualité de l'emploi en RDC*. Université de Bukavu.

Katiika Mandala, A. (2022, décembre). Quelques « congolaises » obstacles au développement.

La Vie. (2025, 30 janvier). Crise en République démocratique du Congo : « Nous sommes accablés par l'indifférence internationale ». https://www.lavie.fr/actualite/geopolitique/crise-en-republique-democratique-du-congo-nous-sommes-accables-par-lindifference-internationale-97933.php

Mbongo Mbuli, E. (2025, 20 avril). *Mentalité politique et développement en République démocratique du Congo* [Thèse de doctorat, Université pédagogique nationale]. https://acp.cd/nation/universite-pedagogique-nationale-les-causes-dechecs-des-programmes-nationaux-analysees-dans-une-these/

Ministère du Plan, RDC. (2024, 25 novembre). *Plan national stratégique de développement (PNSD)*. https://plan.gouv.cd/projet_programmes/plan-national-strategique-de-developpement-pnsd/

Mobutu Sese Seko. (1977, 1er juillet). *Discours sur la politique agricole du Zaïre*. Institut Egmont.
Muganga Shwite Bushiri. (2012). *Essai d'analyse des politiques de développement de la ville de Kindu* [Mémoire de licence, ISDR Kindu, inédit].

Nsaka, B. (2022). RDC : Le gouvernement a financé la construction de routes inexistantes. http://deskeco.com

Nzongola-Ntalaja, G. (2002). *The Congo from Leopold to Kabila: A people's history*. Zed Books.

Philippe, L., Michel, B., & Ntoto M'Vubu, A. R. (2014). Quel développement agricole pour la RDC (pp. 1–13).

Programme des Nations Unies pour le développement. (s.d.). *Développement durable en RDC*. https://www.undp.org/fr/drcongo/developpement-durable

Trefon, T. (2011). *Congo masquerade: The political culture of aid inefficiency and reform failure*. Zed Books.

Trefon, T. (2016). *Congo's environmental paradox: Potential and predation in a land of plenty*. Zed Books.

Tshibaka, T. B. (1998). *Structural adjustment and agriculture in the Democratic Republic of Congo*. African Economic Research Consortium.

Tshiyembe, M. (2016). *La République démocratique du Congo : Histoire, institutions, société*. L'Harmattan.

Turk, V. (2024, 2 avril). *Déclaration et discours du Commissariat aux droits de l'homme à la 55e session du Conseil des droits de l'homme*. https://www.ohchr.org

UN Group of Experts. (2023). *Final report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo*. United Nations Security Council.

UNESCO. (2025, 30 avril). *La RDC s'apprête à valider sa méthodologie d'évaluation de l'état de préparation (RAM)*. United Nations Development Programme. (2023). *Human development report: Democratic Republic of Congo*.

World Bank. (1990). *Zaire: The economic and social crisis*. World Bank.

World Bank. (2003). *Democratic Republic of Congo: Interim poverty reduction strategy paper*. World Bank.

Young, C., & Turner, T. (1985). *The rise and decline of the Zairian state*. University of Wisconsin Press.

Zacharie, A. (2003, juillet). *La Stratégie DSRP-PPTE en RD*. Centre National de Coopération au Développement (CNCD).



PARTENAIRES ET RESEAUX

ISSN INTERNATIONAL STANDARD SERIAL NUMBER

CAIRN.INFO CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

diliCOM LE RÉSEAU DU LIVRE

BDL Banque du Livre asbl

doi Crossref Content Registration

MEDIATHEQUE DÉPARTEMENTALE du Gers

MOUVEMENT LAUDATO SI' Catholiques pour notre maison commune

parcours formation

MOOC Gestion de Projet

MAXITY

CS4ME CIVIL SOCIETY FOR MALARIA ELIMINATION

UOC UNIVERSITE VIRTUELLE DU CONGO

10.000 {CODEURS} 2015-2025

JEUNESSE AFRICAINE POUR L'ENVIRONNEMENT

UNITED FOR HUMAN RIGHTS

Youth for Human Rights International

AGAPE asbl Amour sans condition et sans limite

RESEAU ELIKYA

FORUM INTERNATIONAL de GOMA pour la RESOLUTION des CONFLITS

COPAS

REVUE PLURIDISCIPLINAIRE AFRICAINE DE L'ENVIRONNEMENT

AS

AGOS EFFICACITÉ SOLIDARITÉ PAIX

IJAS

Scopalto ACADEMIA

Editions Lumumba, un nouvel élan de l'édition africaine

10, avenue de la Moto x boulevard Ms'iri, Quartier Gambela, commune de Lubumbashi, ville de Lubumbashi, République démocratique du Congo
Tél. : 00243 90 433 70 19
contact@editionslumumba.com
www.editionslumumba.com

Imprimé en République démocratique du Congo

©Edition Lumumba, avril 2025

Afrindala Group
« New African Generation »
www.afrindalagroup.com

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse (APANAEFJ)
Courriel : info@apanaefj.org
Site web : www.apanaefj.org

Siège : 10, Avenue de la Moto croisement Boulevard M'siri, Ville de Lubumbashi, RD Congo

APANAEFJ

REVUE PANAFRICAINE DE LA JEUNESSE

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Publiée par les Editions Lumumba
Avec le soutien
d'Afriscience

&

Association Panafricaine pour l'Encadrement et
la Formation de la Jeunesse
(APANAEFJ)

Courriel : rpj@afriscience.org
Site web : www.afriscience.org
Tél. (+243) 973738975
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo